

Il y a quelques années, le ministère avait organisé une série de cours spéciaux d'instruction pour la milice, afin de permettre à nos jeunes Canadiens de se mettre au courant des exigences fondamentales de la défense civile. C'était une importante question à l'époque. Ces cours avaient également été établis afin de remédier à une pénurie d'emplois. Je signale au ministre que le cabinet devrait songer sérieusement à rétablir un programme de ce genre. Il serait fort opportun étant donné la crise du chômage. Notre milice devrait servir fondamentalement à fournir un soutien efficace, fier et dévoué à nos forces régulières en cas de besoin ainsi qu'une aide au pouvoir civil. Elle pourrait constituer un centre d'orientation vers des programmes sérieux et productifs pour les jeunes Canadiens.

Nous devons continuer à appuyer ce qui est peut-être le meilleur programme jamais commandité par le ministère de la Défense nationale, c'est-à-dire les services de cadets du Canada. Il est regrettable que nous n'ayons pas consigné les résultats de cet entraînement au sein de nos systèmes scolaires et sous l'égide de divers organismes auxiliaires. Si on l'avait fait, nous aurions pu nous rendre compte dans quelle mesure ces programmes permettaient de former de meilleurs citoyens. Le gouvernement continuera, j'espère, à appuyer ce programme partout au Canada et, plus important encore, à y permettre une plus grande participation.

J'approuve entièrement le ministre d'avoir prévu un programme de formation plus étendu de la milice, et assuré des emplois civils aux étudiants et autres jeunes de moins de 24 ans. L'élargissement de ce programme de façon à englober les travaux de recherche et de génie, les services d'alimentation et les programmes de culture physique, mérite nos éloges. Je suis tout à fait en faveur du programme de formation de six semaines, à partir de bases du Commandement de la force mobile dans tout le Canada, dans les domaines des premiers soins, de la sécurité du chasseur, de la survie en forêt, des opérations de recherches et de sauvetage, de la sécurité sur l'eau, de la citoyenneté, de l'initiation à l'aventure, des techniques de leadership et d'instruction. Ces cours devraient toutefois être donnés d'une façon beaucoup plus étendue car nous n'avons jamais eu autant besoin de donner à nos jeunes un objectif, surtout en ce qui concerne la culture physique et le leadership.

Dans notre désir apparent d'intéresser la jeunesse et de l'inviter à dialoguer avec les autorités en vue d'une participation, nous devrions faire preuve de bon sens et permettre aux jeunes de participer sérieusement à l'essor de la société en recevant une formation appropriée dans l'art de diriger, qu'ils pourraient transmettre à d'autres tout en gagnant assez pour finir leurs études. Le ministre nous dit, d'une part, qu'il faut limiter le nombre parce qu'il n'y a pas assez de fonds et, d'autre part, le gouvernement est disposé à payer les étudiants qui voyagent sur le pouce à travers le pays parce que nous voulons qu'ils découvrent le Canada. Notre Canada d'aujourd'hui n'est pas si mal, monsieur l'Orateur, et je me demande lequel entre nous aurait cru dans sa jeunesse qu'il se devait de faire un voyage aux frais du gouvernement pour devenir un meilleur citoyen.

• (4.10 p.m.)

Notre pays s'est affirmé par le dur labeur de ses habitants, leur fier désir d'indépendance, les souffrances

endurées au cours des guerres mondiales. Personne ne veut plus entendre prononcer le mot « guerre » de nos jours. Employons donc plus utilement les experts en art militaire en vue de leur rôle à venir. Qu'ils puissent devenir des chefs et servir d'exemple aux autres, par une participation judicieuse et utile, et diriger les énergies de nos jeunes afin qu'ils deviennent des citoyens utiles—et non pas en les invitant à se ranger contre les gouvernements.

Que nos jeunes se préparent à assurer un meilleur gouvernement à l'avenir, grâce à un plan d'ensemble qui leur inspirera un sens de responsabilité et leur montrera à quel point nous avons besoin de leurs énergies pour faire du Canada un meilleur pays. Nous pouvons leur montrer le Canada à la télévision, au cours de leurs moments de loisir, mais ils n'en deviendront que de meilleurs Canadiens dans l'action d'un corps et d'un esprit sains.

La motion que l'on nous a présentée aujourd'hui vient à point nommé en ce sens qu'elle incite le gouvernement à annoncer une politique de défense selon laquelle nous pourrions déterminer et nous déterminerons un rôle clair et concret pour nos Forces armées; j'espère que nous en aurons la preuve dans un avenir assez proche.

**M. R. J. Orange (Territoires du Nord-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je laisserai aux experts du comité de la défense le soin de décider si nous devons ou non retirer nos forces armées d'Europe. Mes observations d'aujourd'hui concerneront la conception que je me fais du rôle des Forces armées dans le Nord canadien.

Historiquement, les Forces armées canadiennes sont apparues pour la première fois dans le Nord à l'époque de la ruée vers l'or du Klondyke. En 1898, un officier des forces régulières, le colonel Evans, mena la Yukon Field Force à l'intérieur du Territoire pour prêter main-forte à la Gendarmerie du Nord-Ouest, afin de maintenir l'ordre et la discipline dans cette région agitée. Ce détachement fut stationné au Yukon pendant de nombreuses années.

Au cours des ans, le système de communications du Yukon et du Mackenzie était exploité par le Northwest Signal System du Corps des communications. Lorsque l'on s'est rendu compte que le secteur privé pouvait prendre à sa charge l'exploitation des communications dans les Territoires, le Corps des communications quitta la région. Après la deuxième guerre mondiale, lorsque l'Armée des États-Unis évacua le Yukon, l'entretien de la route de l'Alaska et du réseau routier du Nord-Ouest fut confié à l'Armée.

Avec l'augmentation des services civils dans cette région, cet arrangement disparut également et, pendant quelques années, la présence de l'Armée dans le Nord canadien s'est limitée à différentes installations, dont principalement des stations de télécommunications à Frobisher Bay, à Alert et à Inuvik. Des manœuvres se sont déroulées occasionnellement dans le Nord afin de mesurer l'efficacité de l'équipement et des télécommunications.

Cependant, le 15 mai de l'année dernière, le ministre de la Défense nationale d'alors annonça la création d'un quartier général de la région septentrionale. Ce faisant, M. Cadieux indiqua qu'un des objectifs de ce quartier général était de renforcer la présence militaire du Canada au nord du 60° parallèle. Un petit détachement aérien fut affecté à Frobisher où il assura une surveillance aérienne accrue.